

ROYAUME DU MAROC FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°AO/1525

**MAINTENANCE DU RESEAU SANS FIL SECURISE (WIFI) DEPLOYE AU
NIVEAU DU SIEGE DU FEC**

JUIN - 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE..	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 4 : MODALITES DE RECEPTION	5
ARTICLE 5 : TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 6 : RESPONSABILITE.....	5
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	6
ARTICLE 10 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIEMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	6
ARTICLE 11 : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL.....	6
ARTICLE 12 : DEFINITION DES PRIX	7
ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX.....	7
ARTICLE 14 : MODALITES DE PAIEMENT	7
ARTICLE 15 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 16 : ELECTION DE DOMICILE.....	7
ARTICLE 17 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	8
ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 20 : NANTISSEMENT	8
ARTICLE 21 : MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	8
ARTICLE 22 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	8
ARTICLE 23 : MODIFICATION- ARRET/AJOURNEMENT – CESSATION- RESILIATION..	9
ARTICLE 24 : VALIDITE DU MARCHE	9
ARTICLE 25 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF	9

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la passation d'un marché portant sur la maintenance du réseau sans fil sécurisé (wifi) déployé au niveau du siège du FEC.

La consistance des prestations est présentée au niveau de l'article 3 du présent CPS.

Cet appel d'offres est établi en application des dispositions du règlement des achats du Fonds d'Equipement Communal.

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le FEC procédera à la notification d'un ordre de service prescrivant au prestataire le démarrage de la prestation.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE LA PLATEFORME ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

I. Description de la plateforme :

La plateforme WIFI repose sur les composantes suivantes :

Description	Qte
Switch Cisco CATALYST 2960CX-PC-L niv 2	4
Switch Cisco CATALYST 2960L-24TS-LL	1
Jarretière SC/LC	10
SFP MULTIMODE	11
Switch Huawei model S5700-28p	1
Point d'accès Wifi UBQUITI UNIFI (UAP-AC-LR)	18
POE Adapter UBQUITI UAAP-AC-LR-5	18
Serveur DELL Power Edge R220, TAG 62NVF82 3,10 gigahertz Intel Xeon E3-1220 v3 16 Go RAM, 500 GB DD OS: VMWare ESXi 6	1

Le contrôleur WIFI déployé est la solution UBQUITI UNIFI (5.10.25) installé sous serveur virtuel Windows 2012 R2. Le serveur joue également les rôles suivants :

1. DHCP Server ;
2. Network Policy and Access Services ;
3. Active Directory Certificat Services.

Deux types SSID sont déployés :

1. SSIDs (vlans) dédiés aux réseaux de production et aux utilisateurs,
2. SSID (vlan) dédié aux visiteurs.

II. Description des consistances des prestations de maintenance :

Les prestations des services de maintenance comprennent :

1. Assistance technique

L'assistance technique englobe le diagnostic et la résolution, à distance, de tout incident signalé par le FEC au centre de support du prestataire. Cette assistance est fournie, pendant les heures ouvrées du centre, par téléphone ou par échange de courriers électroniques.

Le prestataire s'engage à apporter dans les meilleurs délais, son assistance chaque fois qu'un incident technique est constaté.

2. Maintenance préventive

Semestriellement, le prestataire effectuera une visite sur site pour entre autres :

1. Dépoussiérage des équipements exposés à la poussière ;
2. Vérification du bon fonctionnement des différents équipements hardwares et accessoires ;
3. Vérification des mises à jours déployées (Firmware, IOS, ...) de ces équipements ;
4. Vérification du bon fonctionnement des différents composants logiciels déployés (VMware ESXi, système d'exploitation du contrôleur avec tous ces rôles, Contrôleurs UNIFI, ...) ;
5. Vérification des Alertes et logs ;
6. Vérification du téléchargement des dernières MAJs ;
7. Fourniture d'un rapport d'intervention et de recommandations s'il y a lieu.

Les prestations précitées ne sont pas exhaustives et ont pour but de réduire les incidents et de maintenir dans le temps les performances initiales du logiciel.

Ces visites feront l'objet d'une fiche d'intervention signée par les deux parties.

Le prestataire assurera la maintenance préventive en fonction des besoins spécifiques déterminés par l'éditeur/constructeur.

Le prestataire s'engage à maintenir l'ensemble des composants de la plateforme dans l'état conforme aux spécifications de l'éditeur/constructeur.

3. Maintenance Curative

Le prestataire s'engage à se présenter chez le FEC chaque fois que ce dernier fera appel à lui, et que l'assistance technique à distance n'a pas pu résoudre le problème. Le délai d'intervention est de deux (02) heures maximum, augmenté du temps de trajet.

L'appel du FEC sera lancé par le prestataire par téléphone et confirmé éventuellement par échange de courriers électroniques ou par tout autre moyen de communication, mentionnant la description sommaire de l'anomalie.

Le prestataire s'engagera aussi à prendre en charge :

- Toute pièce, toute main-d'œuvre et tout matériel requis pour la maintenance corrective du matériel ; les pièces de rechange sont à la charge du prestataire et leur prix est compris dans la redevance. Toute pièce jugée défectueuse par le prestataire sera remplacée par une pièce d'origine. Un matériel de remplacement devra être fourni pour assurer la continuité dans l'attente de réparation du matériel du FEC ;
- L'installation de toute modification d'ingénierie obligatoire (paramétrage, configuration ou MAJ nécessaire pour le matériel et le logiciel) ;
- La maintenance de matériel/logiciel sur site par des équipes d'experts spécialisées.

4. Evolution des logiciels

a. Mises à niveau :

Le prestataire fournira au FEC des mises à niveau du contrôleur UBIQUITI UNIFI, comportant notamment les corrections d'erreurs observées, les améliorations qualitatives du système qui pour autant n'en étendent pas de façon significative le domaine d'utilisation.

Le prestataire informera au plus tôt le FEC de la disponibilité prochaine d'une mise à niveau.

La fourniture et l'installation de ces mises à niveau fait partie intégrante du service de maintenance.

b. Nouvelles versions

Le prestataire s'engage à livrer au FEC les nouvelles versions du contrôleur UBIQUITI UNIFI lui permettant de bénéficier de l'apport de nouvelles technologies et/ou de nouvelles fonctionnalités.

La fourniture et l'installation de ces nouvelles versions fait partie intégrante du service de maintenance.

5. Prise en charge de la correction des vulnérabilités :

Dans le cadre de la conformité avec les exigences réglementaires, en matière de la sécurité SI, en vigueur, le FEC déroule des tests d'intrusion interne et externe. Dans ce cadre, le prestataire sera sollicité pour prendre en charge la correction des vulnérabilités détectées au niveau du logiciel objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 4 : MODALITES DE RECEPTION

Après vérification, tests et validation, les interventions effectuées seront sanctionnées par une fiche d'intervention dûment signée par le FEC et le prestataire, consignait les observations constatées et les recommandations.

A la fin de la durée du marché, la réception définitive du marché sera prononcée et sera matérialisée par un procès-verbal de réception définitive, établi par le FEC, et signé par les deux parties.

ARTICLE 5 : TEXTES GENERAUX

Le prestataire est soumis aux obligations des textes généraux réglementaires suivants et, éventuellement, les textes complémentaires promulgués à la date de la signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres :

- Le règlement des achats du Fonds d'Equipeement Communal ;
- La Loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, promulguée par le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) ;
- La loi n°65-99 relative au code du travail, promulguée par le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret n° 2-14-343 du 24 juin 2014 portant fixation des montants du salaire minimum légal dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
- Le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant Code des obligations et des contrats, tel que modifié et complété ;
- Loi n°17-99 portant code des assurances, promulguée par le Dahir N°1-02-238 du 27 Rejeb 1423 (03 octobre 2002) telle qu'elle a été complétée et modifiée ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires relatifs aux accidents du travail ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE

Le prestataire est responsable de l'exécution complète du marché faisant suite au présent appel d'offres. Sa responsabilité est totale et indivisible.

En aucun cas, le prestataire ne peut céder la totalité ou une fraction du marché, ni contracter une association pour son exécution avec d'autres sociétés que celles au nom desquelles il a signé le marché, sans l'autorisation écrite du FEC.

Si cette autorisation lui est accordée, le prestataire n'en reste pas moins entièrement responsable de l'exécution de la totalité du marché dont les stipulations sont applicables aux sous-traitants.

Dans tous les cas, le prestataire est tenu d'imposer au sous-traitant des obligations telles que l'application des clauses du marché reste assurée. Le prestataire demeure personnellement responsable tant envers le FEC, qu'envers les tiers.

Amel

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres sera conclu pour une durée d'une (01) année, reconductible par tacite reconduction, sans dépasser trois (03) années.

Il pourra prendre fin en cas de dénonciation par l'une ou l'autre des parties, en respectant un préavis de trois (03) mois.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

Le prestataire est tenu de respecter la législation et la réglementation en vigueur au Maroc, notamment en matière de confidentialité et de sécurité des données et des systèmes d'information. Il doit se conformer à un engagement strict de confidentialité.

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée de la mission et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution de la mission.

Sans autorisation préalable du FEC, le prestataire ne peut communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, il ne peut faire un usage préjudiciable au FEC des renseignements qui lui sont fournis pour accomplir sa mission.

ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres par le prestataire emporte adhésion de ce dernier à la politique anti-corruption du FEC, telle que publiée sur le site internet du FEC (www.fec.ma). Le prestataire s'engage ainsi à prendre connaissance de l'ensemble des dispositions de la Politique anti-corruption du FEC et à veiller au strict respect de l'ensemble des principes qui y sont énoncés.

Le prestataire déclare et garantit qu'il n'a pas commis et ne commettra pas un quelconque acte de corruption ou de fraude en lien avec le marché qui fera suite au présent appel d'offres.

Le prestataire ayant constaté ou pris connaissance d'éléments ou de faits laissant présumer l'existence d'un comportement inapproprié notamment, d'un cas de corruption lié au marché qui fera suite au présent appel d'offres, peut le signaler via le dispositif d'alerte d'éthique en vigueur au sein de la Banque et ce, dans les conditions énoncées dans la Politique anti-corruption du FEC susvisée.

En cas de violation de la présente clause et sans préjudice de poursuites judiciaires, la banque se réserve le droit de résilier le marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIEMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres par le prestataire emporte engagement de ce dernier à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment de Capitaux et le financement du terrorisme et ce, en phase avec la politique du FEC en la matière.

Le prestataire s'engage à ne pas être impliqué ou apporter son soutien à une quelconque pratique de blanchiment d'argent et/ou de financement de terrorisme

ARTICLE 11 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Fonds d'Équipement Communal collecte vos données : nom, prénom, domiciliation, numéro de téléphone, numéro de fax, adresse de courrier électronique, numéro de la CIN, n° passeport, signature, n° du RC, Identifiant fiscal, n° de la taxe professionnelle, n° de l'ICE, n° de la CNSS,

les données professionnelles (fonctions, références, CV des collaborateurs) ainsi que vos coordonnées bancaires.

Les destinataires de ces données sont les structures du FEC et les commissions désignées en charge du processus de passation et de l'exécution de la commande du Fonds d'Equipeement Communal ainsi que les services de contrôles internes et externes et les établissements bancaires teneurs de vos comptes.

Le traitement mis en œuvre par le FEC a pour objet la réalisation des finalités relatives à la Gestion des consultations et des appels d'offre, Gestion des commandes et des livraisons, la comptabilité des comptes fournisseurs, le règlement et paiement, l'échange d'informations commerciales, la gestion des évaluations des fournisseurs, le référencement des fournisseurs, la gestion du contentieux et l'élaboration des statistiques commerciales et financières.

Vous pouvez vous adresser au FEC, Département des Moyens Généraux, sis Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka- Hay Riad-Rabat, mail : dmg@fec.ma, pour exercer vos droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation de la CNDP sous le numéro n° A-GF-136/2023.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

ARTICLE 12 : DEFINITION DES PRIX

Les prix du bordereau comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, frais de déplacement et d'une façon générale, toutes les charges et dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation. Les prix tiennent compte, en particulier, de la T.V.A.

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX

Le prix du marché qui fera suite au présent appel d'offres est ferme et non révisable.

ARTICLE 14 : MODALITES DE PAIEMENT

Les règlements seront effectués semestriellement à terme échu, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de présentation de la facture dûment signée, accompagnée des fiches d'intervention.

Le FEC se libérera des sommes dues en exécution du marché qui fera suite au présent appel d'offres par règlement par chèque au profit du prestataire ou par virement au compte bancaire de ce dernier.

ARTICLE 15 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits de timbre et d'enregistrement tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 16 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des prestations objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres, le prestataire déclare faire élection de domicile à l'adresse de son siège social.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le FEC, dans les trente (30) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 17 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché, le prestataire devra souscrire toutes les polices d'assurance couvrant tous les risques inhérents à l'exécution du marché.

Le prestataire n'aura aucun recours contre le FEC pour tous dommages qui pourraient survenir du fait des tiers au personnel sauf ses droits de recours contre l'auteur des dommages.

Dans le cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion des prestations objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres, le prestataire s'engage à préserver le FEC contre toutes les condamnations prononcées contre lui en réparation desdits dommages et s'interdit de tout recours contre lui.

ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres sera strictement passé au nom du prestataire. Toute sous traitance ou cession nécessite l'autorisation préalable du FEC.

ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être restitué à la réception définitive du marché.

Aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du marché.

ARTICLE 20 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le FEC, en exécution du marché, sera opérée par les soins du FEC ;
2. Les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics sont délivrés par le FEC ;
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par le FEC ;
4. En cas de nantissement du marché, le FEC délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.

ARTICLE 21 : MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas des différends et litiges qui peuvent se produire à l'occasion de l'exécution du marché entre le prestataire et le FEC, il sera fait application des dispositions du règlement des achats du FEC et notamment son article 69.

Tous les litiges ou contestations concernant l'interprétation ou l'exécution des clauses du marché qui fera suite au présent appel d'offres, et qui n'auraient pas pu être résolus à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 22 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles constituant le marché seront :

- Le Cahier des Prescriptions Spéciales dûment signé et paraphé à chaque page ;
- Le Règlement de la Consultation dûment signé et paraphé à chaque page ;
- L'offre technique du prestataire présentée en réponse au présent appel d'offres ;
- L'offre financière du prestataire présentée en réponse au présent appel d'offres ;
- La déclaration sur l'honneur ;
- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix ;

- Les ordres de service.

ARTICLE 23 : MODIFICATION- ARRET/AJOURNEMENT – CESSATION- RESILIATION

Modification :

Toute modification apportée au marché initial, devra faire l'objet d'un avenant.

Arrêt / Ajournement :

A tout moment par ordre d'arrêt motivé, le FEC peut notifier au prestataire sa décision d'ajourner la prestation.

Cessation :

La cessation de l'exécution du marché peut être ordonnée à tout moment par le FEC.

Aucune indemnité autre que le règlement des prestations effectuées et réceptionnées par le FEC ne pourra être demandée par le prestataire. La cessation sera notifiée au prestataire par écrit.

Résiliation :

Le marché sera résilié de plein droit notamment dans les cas suivants :

- En cas de violation de l'une des dispositions contractuelles du marché ;
- En cas de manquement grave de la part du prestataire et, en particulier, si la prestation n'est pas menée avec la qualité et la célérité requises et ce, dans un délai de quinze (15) jours après sa mise en demeure, par lettre recommandée visant et rappelant le présent article ;
- En cas de liquidation judiciaire, si le prestataire n'est pas autorisé par le Tribunal à poursuivre l'exercice de son activité.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au prestataire et aucune indemnité autre que le règlement des prestations réceptionnées par le FEC ne pourra être demandée par le prestataire.

ARTICLE 24 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par Monsieur le Gouverneur, Directeur Général du FEC.

ARTICLE 25 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

N° prix	Désignation	Unité	Montant Total DH HT
1	Maintenance du réseau sans fil sécurisé (wifi) déployé au niveau du siège du FEC	Forfait annuel	
MONTANT TOTAL DH HT			
MONTANT TVA (20%)			
MONTANT TOTAL DH TTC			

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de Dirhams Toutes Taxes Comprises.

Pour le FEC


 Pour le Gouverneur, Directeur Général
 du Fonds d'Équipement Communal
 et par Délégation
 Le Secrétaire Général
 Hassan RAHMANI

Pour le soumissionnaire
 Date et signature
 Précédées de la mention manuscrite
 "Lu et Approuvé"

A. H. S. S.